



RDC, la loi sur la sous-traitance

Les impacts encore limités

Alors qu'elle devait permettre la création d'une classe moyenne en RDC, la loi sur la sous-traitance du secteur privé a encore du chemin à faire. En trois ans, l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) estimait que 50 000 entreprises à capitaux congolais devaient pouvoir obtenir des marchés. Mais 1/3 seulement ont finalement réussi à décrocher des contrats. L'ARSP a pris une nouvelle fois l'engagement au début de cette année de revoir ce chiffre à la hausse...

P.6



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS PAR LES PAYS DE L'UEMOA

Page 3

L'indice des prix a reculé de 3,3% au cours du troisième trimestre 2023

PROMOTION DES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS FLUIDES

La Banque Centrale de Tunisie devient le treizième membre du PAPSS

Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) a annoncé l'entrée de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) dans son réseau en tant que treizième banque...

Page 4

FILETS SOCIAUX ET SERVICES DE BASE

Un projet salvateur

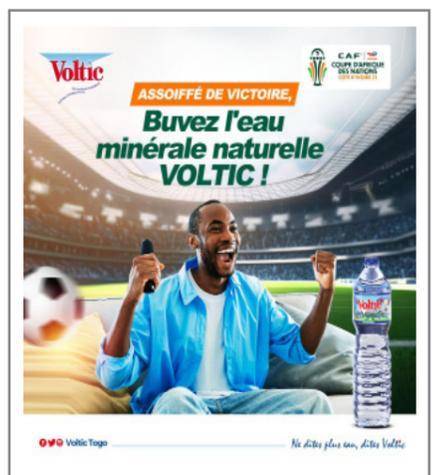
Dans l'optique de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes, le Togo, dans sa démarche porteuse de résultats, le pays s'arme de projets sociaux comme les FSB, des initiatives socioéconomiques variées...

Page 2

CULTURE

« Ne Lolo », le 1er album dédié de Dr Didier

Page 7



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LA BOX FIBRE ET L'INSTALLATION SONT OFFERTES*

8866 www.canalbox.tg

CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Filets sociaux et services de base

Un projet salvateur

Dans l'optique de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes, le Togo, dans sa démarche porteuse de résultats, le pays s'arme de projets sociaux comme les FSB, des initiatives socioéconomiques variées... qui créent des opportunités non négociables pour les habitants. Tous ces moyens renforcent l'inclusion sociale.

Patience SALLAH

Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) a été lancé pour conduire le Togo vers le développement durable. Les chiffres sont saisissants : en 2015, 69 % de la population en milieu rural vivaient sous le seuil de pauvreté.

Dans les zones urbaines, entre 2011 et 2015, les officiels ont pu constater que « la pauvreté a progressé surtout à Lomé, la capitale et sa périphérie, en passant de 28,5 % à 34,3 % ». Il a été lancé pour répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur développement, à renforcer leur accès aux infrastructures de base et à une



couverture sociale minimum. Ses objectifs sont de soutenir la réhabilitation et la construction d'infrastructures de base dans les communautés ciblées

; accroître l'accès des enfants des communautés les plus pauvres à des repas scolaires réguliers pour améliorer la fréquentation et la rétention dans

les écoles.

Il est également destiné à élever le revenu et la consommation des ménages ciblés et, de ce fait, leur capacité à faire face aux chocs ; amener les communautés bénéficiaires à assumer la responsabilité de

(DCC).

Le projet de Filets sociaux et services de base a 3 composantes : les sous-projets d'infrastructures ; les filets sociaux qui comprennent les cantines scolaires et les transferts monétaires ; le renforcement des capacités et la gestion du projet.

Sur la période 2017-2021, 200 infrastructures de base ont été réalisées, selon le bilan établi par l'Anadeb, bras du ministère du Développement à la base qui pilote le projet. 60 568 ménages bénéficiaires ont perçu 15 000 francs CFA par trimestre.

Le nombre d'écoliers touchés par les cantines scolaires est de 94 712 sur la même période, dans 337 écoles primaires publiques. Ce sont 39 448 372 nombre de repas servis.

La seule année 2021, ce sont 8 073 217 repas qui ont été servis aux enfants. Les financements engagés de 2017 à 2021 sont calculés à 27,5 milliards de francs CFA.

la mise en œuvre de projets de développement à travers l'approche de Développement conduit par les communautés

Les volontaires internationaux de réciprocité

Leurs premiers pas en France

Malgré le froid glacial de moins deux degrés qui les accueillait lors de leur arrivée en France le 10 janvier dernier, Grâce, Chihabeddine, Louis et Gloria étaient remplis d'enthousiasme à l'idée de débiter une nouvelle aventure : le volontariat à l'international.

En mission de service civique de 6 mois dans le cadre de la dixième édition du programme WEC-CEE porté par l'association Couleur du Monde, ces 4 ambassadeurs togolais se joignent à quarante-trois autres volontaires mobilisés du Sénégal, du Maroc, de la Tunisie, etc.

Avant de s'immerger pleinement dans leurs missions, ils ont suivi une formation de préparation de 10 jours par leur structure d'accueil, axée sur l'interculturalité, l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale.

Ateliers et échanges se sont succédés, visant à les préparer au mieux et à faciliter leur intégration dans la vie quotidienne en France.

Pour ces volontaires, cette expérience sera très enrichissante et restera sans aucun doute gravée dans leur mémoire. Ils s'adaptent au jour le jour au froid et à la barrière linguistique pour s'intégrer à la culture française. SEKOU Lidao Grâce, affectée en appui à l'animation dans une maison de jeunes et de culture dans la commune d'Angoulême, partage ses premières impressions : «Ce

qui m'a tout de suite surpris à notre arrivée, c'était le degré de froid. C'était ma première expérience d'un froid aussi glacial. C'est vrai qu'on s'y était préparés, mais je crois qu'on ne se prépare jamais à ce degré de froid". Pour la suite de sa mission, elle ajoute : "L'accueil au niveau de ma structure d'accueil étant très chaleureux, le milieu de travail très différent, j'essaie de m'adapter aux horaires de travail et noue des relations avec mes collègues et les jeunes du centre pour une parfaite réussite de ma mission. Par la suite, je ver-



rai avec mon binôme, quel projet nous pourrions mettre en place et visiter la ville et le pays autant que possible ". Il est important de rappeler que depuis quelques années, l'Agence Nationale du Volontariat au Togo en partenariat avec France Volontaires a mobilisé 41 jeunes togolais pour des missions de service civique en France. Ces jeunes ambassadeurs, affectés à des structures telles que Couleurs

du Monde, Maison Familiale Rurale, Campus agricole, etc., contribuent activement au développement de leurs communautés d'accueil tout en travaillant en coopération avec les plans nationaux pour mesurer la contribution du volontariat aux objectifs de développement sectoriels et à la réalisation de l'Agenda 2030.

ANVT

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA

L'indice des prix a reculé de 3,3% au cours du troisième trimestre 2023

Selon le rapport sur la politique monétaire de l'Union économique monétaire ouest africaine (UEMOA) récemment rendu public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 3,3% au cours du troisième trimestre 2023, après une baisse de 3,0% un trimestre plus tôt.

Bernard AFAWOUBO

D'après la Banque centrale, ce recul reflète une diminution de 9,4% des prix du riz, de 3,7% des cours du blé et de 1,4% des prix du sucre. Cependant, les cours des huiles végétales et du lait se sont renforcés respectivement de 19,7% et de 0,7%.

Le recul des prix du riz s'explique par une augmentation de la production mondiale due à une hausse des rendements dans les

principaux pays producteurs, notamment l'Inde, la Chine et l'Indonésie, conjugué à l'atonie de la demande. Les prix du blé se sont contractés en raison de la perspective d'un approvisionnement abondant en provenance des principaux pays producteurs, notamment la Russie qui anticipe une récolte exceptionnelle. Selon le Département américain de l'agriculture, la baisse attendue de la consommation mondiale a accentué la tendance. Les prix du sucre ont été tirés

à la baisse par le volume record de la production au Brésil. En effet, la production de sucre sur 2023/2024 est attendue en hausse de 13,9% par rapport à la campagne précédente.

En revanche, les inquiétudes concernant les pénuries d'approvisionnement en provenance des États-Unis et du Canada, du fait du retour de la chaleur et de la sécheresse, ainsi que la baisse des stocks expliquent le renchérissement des huiles végétales. Les cours du lait ont, quant à



eux, augmenté en raison des tensions sur l'offre dues au retard dans la collecte laitière, notamment en Europe.

Sur une base annuelle, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié

de 7,9% au troisième trimestre 2023. Cette évolution traduit essentiellement la baisse des cours du blé (-23,3%), du lait (-17,9%), du riz (-7,0%) et des huiles végétales (-3,8%). La hausse de 20,3% des prix du sucre a atténué cette tendance.

Multiservice

GoChap, la plateforme de transport, livraison et marketplace a officiellement lancé ses activités

GoChap, la plateforme de transport, livraison et Marketplace vient de voir le jour à Lomé. Elle a été lancée lors d'une conférence de presse animée par ses premiers responsables ce 10 février 2024, à Lomé. Entreprise de technologie de droit Togolais, GoChap Solutions est ainsi une plateforme multiservice spécialisée dans le Transport, la livraison et marketplace.

Elle propose des services tels que : se déplacer, livrer un colis, louer un véhicule, acheter à manger, faire du shopping, les bon deals et gérer son business.

Pour le Directeur général de la plateforme Vladimir APEATRO, les solutions apportées à travers la plateforme sont de nature à améliorer l'expérience que les utilisateurs ont déjà l'habitude d'utiliser.

«Avec GoChap, sur le segment mobilité, vous pouvez désormais commander un véhicule qui viendra chercher les enfants demain. Ou vous êtes en train de voyager, vous commandez un véhicule pour votre retour. Deuxième élément, vous pourrez aussi commander un véhicule, une moto pour une durée et ceci aussi en réservation ou en

commande. Sur le segment Marketplace, nous offrons à nos partenaires, restaurants, points de vente, boutiques et autres, un outil complet», a-t-il fait savoir.

En plus, la société offre également d'autres opportunités. «On ne vous offre pas que la possibilité de vendre en ligne mais de gérer le stock, de suivre la comptabilité jusqu'au bout. En plus toujours sur le segment Marketplace nous avons une plateforme qui permet aux gens d'étaler leurs compétences, de vendre de petits articles en étant pas professionnel. GoChap ne gagne absolument rien là-dessus», a tenu à préciser M. APEATRO.

GoChap est incarnée par des valeurs notamment l'Ambition, la Solidarité, la Créativité, la Diversité, l'Inclusion. Pour la Team GoChap, l'une



des particularités de GoChap reste l'amour, l'esprit famille.

L'idée dernière est que les gens en utilisant la plateforme doivent s'identifier à GoChap. C'est aussi un dispositif d'employabilité pour la jeunesse.

«En matière de sécurité nous rassurons tout le monde. Nos plateformes sont validées par les deux grands stores c'est-à-dire des boutiques en ligne. Nos solutions sont passées par ces deux grands. Avant qu'une plateforme ne passe et ne soit validée par ces plateformes, il y a des aspects sécurité, des aspects légaux. Ils vont jusqu'à lire

les conditions d'utilisateur. Si ce n'est pas conforme, c'est rejeté. Par rapport aux restaurants, livreurs et autres, nous prenons les dispositions qui sont assez contractuelles qui protègent le client final, qui protègent les restaurants et qui les sanctionnent aussi. Tout ça pour le bonheur du client final», rassure le Directeur général.

GoChap, c'est la solution panafricaine made in Togo. Elle est donc une société de technologie qui œuvre dans la réservation, la location de véhicules, le bon deal et la gestion des activités.

L'application disponible sur les différentes plateformes de téléchargement vous simplifie la vie pour vos courses et vos business. La société dispose d'un répertoire de chauffeurs et de livreurs disponibles 24h/24, 7jrs/7 pour vos différentes courses.

Fiable, disponible, les valeurs de la plateforme sont résumées dans ce slogan « Avec GoChap, vous commandez et le reste on gère chap chap ».

En rappel Gochap est lancée à Lomé en même temps que sa filiale à Ouagadougou, au Burkina Faso.

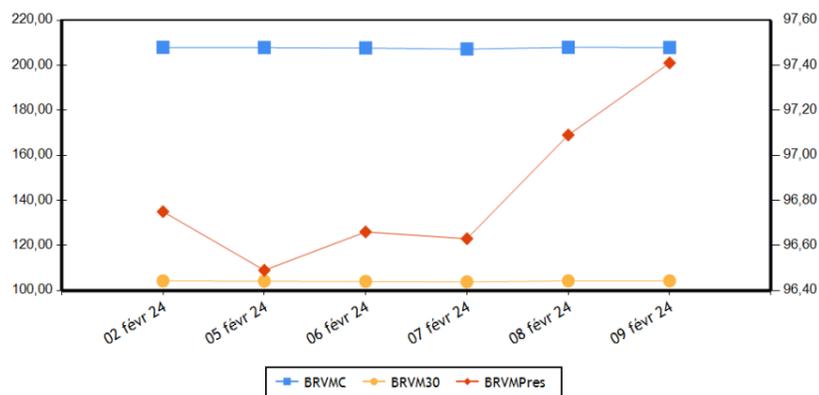


BRVM COMPOSITE	207,86
Variation Jour	-0,02 %
Variation annuelle	-2,94 %

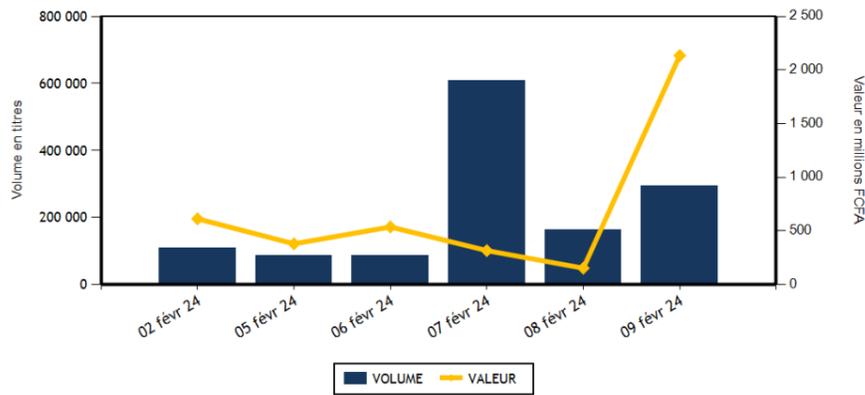
BRVM 30	104,31
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	-3,28 %

BRVM PRESTIGE	97,41
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	-4,00 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 732 857 321 571	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	89 911	-45,13 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	127 181 390	-13,32 %
Nombre de titres transigés	37	-5,13 %
Nombre de titres en hausse	13	8,33 %
Nombre de titres en baisse	9	28,57 %
Nombre de titres inchangés	15	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 321 161 687 662	0,04 %
Volume échangé	204 754	31 892,81 %
Valeur transigée (FCFA)	2 007 685 100	31 277,37 %
Nombre de titres transigés	4	-42,86 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 800	5,57 %	-2,17 %
TOTAL SN (TTLS)	2 390	4,82 %	-4,40 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 090	4,50 %	10,00 %
CIE CI (CIEC)	1 690	2,42 %	-0,59 %
SMB CI (SMBC)	10 240	2,40 %	-2,75 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	755	-6,79 %	-4,43 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 290	-4,44 %	-3,01 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	720	-2,70 %	-14,29 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	5 295	-0,56 %	-1,03 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	16 100	-0,56 %	0,31 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	97,41	0,33 %	-4,00 %	12 364	42 697 530	6,99
BRVM-PRINCIPAL	36	101,59	-0,14 %	-2,28 %	77 547	84 483 860	12,61

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,32	0,68 %	0,29 %	6 886	16 643 480	38,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	513,71	-0,11 %	-3,34 %	4 694	22 178 505	8,22
BRVM - FINANCES	15	83,92	-0,04 %	-2,89 %	60 451	59 048 945	6,56
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	0,00 %	8,65 %	1 787	2 549 850	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	158,18	0,27 %	-2,09 %	1 734	8 371 230	7,08
BRVM - DISTRIBUTION	7	305,91	-0,48 %	-6,79 %	14 359	18 389 380	10,89
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 054,97	0,00 %	-5,00 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,19
Taux de rendement moyen du marché	8,55
Taux de rentabilité moyen du marché	10,25
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	135
Volume moyen annuel par séance	301 803,00
Valeur moyenne annuelle par séance	686 562 880,41

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,35
Ratio moyen de satisfaction	61,21
Ratio moyen de tendance	654,74
Ratio moyen de couverture	15,27
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,06
Nombre de SGI participantes	26

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



RDC, la loi sur la sous-traitance

Les impacts encore limités

Alors qu'elle devait permettre la création d'une classe moyenne en RDC, la loi sur la sous-traitance du secteur privé a encore du chemin à faire. En trois ans, l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) estimait que 50 000 entreprises à capitaux congolais devaient pouvoir obtenir des marchés. Mais 1/3 seulement ont finalement réussi à décrocher des contrats. L'ARSP a pris une nouvelle fois l'engagement au début de cette année de revoir ce chiffre à la hausse.

Gaël Mbala est le patron de la société congolaise Mon jardinier, spécialisée dans l'aménagement et la fourniture des biens et services. Malgré la mission de contrôle effectuée l'an dernier par l'autorité de régulation, il estime qu'accéder au marché de la sous-traitance est encore un mythe. « Il s'avère qu'il n'y a pas eu jusque-là d'appels d'offres publiés ni sur le site de l'ARSP, ni

sur d'autres sites, assure-t-il. Il faut accompagner cette ambition avec beaucoup d'actions sur le terrain afin que nous, Congolais, puissions en tirer profit. »

Golive Camping est une autre entreprise congolaise spécialisée dans le service de restauration. Avec ses cinq employés, elle ne remporte que des petits marchés de moins de 500 dollars. Ce qui ne lui permet pas de s'agrandir. « Si on pouvait

décrocher de gros marchés, on aurait ainsi la capacité d'augmenter le nombre d'emplois, insiste Adiel Mikitshi, la directrice. On passerait de 5 à 25 employés. Parce que nous avons des cuisiniers, il y a ceux qui s'occupent du ménage et d'autres servent les clients. »

Cependant, les entreprises congolaises ne parviennent pas à décrocher ces contrats de sous-traitance. Le manque de gagner pour l'État est

estimé à 8,5 milliards de dollars. Le directeur général de l'Autorité de régulation de ce secteur, Muguel Katemb, estime n'avoir qu'un seul moyen pour relever le défi : « C'est de faire accéder des sociétés à capitaux majoritairement congolais ou des sociétés éligibles au marché de la sous-traitance. Parce qu'une fois que ces sociétés accèdent au marché, elles vont payer des taxes et créer de l'emploi dans le pays et cela va contribuer au développement économique de la RDC. »

Des réussites dans le secteur minier Mais tout n'est pas sombre dans le secteur de la sous-traitance. Quelques Congolais ont réussi à décrocher des marchés importants, notamment dans le secteur minier. Seulement leurs capacités financières sont souvent limitées, explique Eric Lwamba, économiste et ancien consultant du gouvernement pour la mise en œuvre de la

loi sur la sous-traitance.

« Comme c'est dans les affaires, on ne peut pas vous donner des marchés importants si on n'est pas sûr que vous pouvez mobiliser des garanties qui permettent à ce que si vous ne parvenez pas à fournir les services, vos risques soient réellement couverts », analyse ce spécialiste. Dans cette optique, le gouvernement a mis en place le Fonds de garantie des entrepreneurs congolais (Fogec). « La réalité est que ce Fonds n'est pas vraiment opérationnel au sens où il remplit son rôle pour donner des contreparties à ces entreprises pour que le risque soit atténué », précise-t-il.

Malgré ce défi financier, l'ARSP espère tripler le nombre d'entreprises congolaises qui signent des contrats de sous-traitance et ceci notamment dans le secteur minier.

Cameroun-Tunisie/ Echanges commerciaux

Une augmentation de 25% au cours des deux dernières années

(Investir au Cameroun) - En fin de séjour au Cameroun, l'ambassadeur de Tunisie, Karim Ben Becher, a révélé le 6 février 2024 que les échanges commerciaux entre son pays et le Cameroun ont connu une augmentation de 25% au cours des deux dernières années. Il a donné cette information lors d'une visite d'au revoir au ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana. Selon le diplomate tunisien, le commerce entre les deux pays a culminé à 23 milliards de FCFA en 2022. Cette hausse, apprend-on, est notamment portée par les exportations des produits agroindustriels et autres matériaux de construction côté tunisien, et par les exportations de bois, de cacao et de bananes côté camerounais.

« Le Cameroun est un grand pays forestier et la Tunisie dans sa balance commerciale importe du Cameroun pratiquement 65% de ses importations de bois. Donc, il y a un gros potentiel à exploiter », déclarait Karim Ben Becher au

sortir d'une visite d'adieu au ministre des Forêts et de la Faune (Minfof), Jules Doret Ndongo, le 8 février dernier. Le diplomate tunisien est persuadé que le commerce entre le Cameroun et la Tunisie est appelé à augmenter, notamment avec la mise en place

de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). « Nous sommes dans une phase ascendante, mais il faut encore travailler beaucoup plus pour que ça se fasse dans les deux sens et qu'il y ait encore plus de produits et plus de services entre la Tu-

nisie et le Cameroun », a-t-il dit, à l'issue de son audience avec le Mincommerce.

Karim Ben Becher affirme que le Cameroun est le premier partenaire économique de la Tunisie dans l'espace Cemac. À cet effet, il a invité les opérateurs économiques tunisiens « à continuer sur la voie qu'ils ont empruntée en termes de commerce », mais surtout à venir « s'implanter au Cameroun dans les produits qui ont démontré leur vitalité et leurs succès comme les produits agroalimentaires ou les services qu'on voit dans le secteur des infrastruc-

tures, des études, mais également dans les domaines des produits de consommation courante ». Pour le diplomate tunisien, il serait bien que les Tunisiens viennent s'installer au Cameroun « parce que c'est un grand pays prometteur en termes de développement non seulement dans le propre territoire du Cameroun, mais également dans la zone Cemac ». Il a également appelé les hommes d'affaires camerounais à « aller vendre en Tunisie et à acheter de la Tunisie ».

Souveraineté totale

Le Niger, le Burkina Faso et le Mali prêts à abandonner le franc CFA

Selon le chef de la junte nigérienne, Abdourahamane Tiani, l'Alliance des États du Sahel travaille sur une monnaie commune, et pourrait donc quitter l'UEMOA à terme.

Déjà sur le départ de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le Mali, le Burkina Faso et le Niger pourraient bien aussi abandonner le franc CFA. En référence à la monnaie commune et à la France, ex-puissance coloniale, le chef de la junte nigérienne, Abdourahamane Tiani, a ainsi déclaré que « la monnaie est une étape de sortie de cette colonisation

», le 11 février au soir, à la télévision nationale nigérienne. Le Niger, le Mali et le Burkina Faso – trois anciennes colonies françaises aujourd'hui dirigées par des régimes militaires –, regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), « ont des experts [monétaires] ». « Et au moment opportun, nous déciderons », a-t-il poursuivi.

« La monnaie, c'est un signe de souveraineté », a poursuivi

le général Tiani, et les États de l'AES sont « engagés dans un processus de recouvrement de [leur] souveraineté totale ». Il assure qu'« il n'est plus question que nos États soient la vache à lait de la France ». Vers des adieux à l'Uemoa ? Le dirigeant nigérien n'a pas donné de précisions sur la possible mise en circulation d'une future monnaie. Celle-ci pourrait, au sein de l'AES, remplacer le franc CFA, aujourd'hui commun aux huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA),

dont le Niger, le Burkina Faso et le Mali font partie.

Les vives critiques formulées par ces trois pays sahéliers et leurs partisans à l'encontre du franc CFA pourraient également les conduire à quitter l'UEMOA. En novembre 2023, les ministres de l'Économie et des Finances de l'AES avaient notamment recommandé la création d'un fonds de stabilisation et d'une banque d'investissement. Départ de la Cedeao La déclaration du général Tiani intervient deux semaines après le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Cedeao (effectif sous un an, d'après les statuts de l'organisation, mais « à effet immédiat

» selon les trois juntes), qu'ils accusent d'être instrumentalisée par la France. D'après les calculs réalisés par Jeune Afrique, en 2019, l'absence des trois pays de la Cedeao aurait fait chuter le PIB de l'organisation sous-régionale de 8,6 %.

La Cedeao s'est opposée aux coups d'État militaires dans les trois pays et avait notamment imposé de lourdes sanctions économiques au Mali, avant d'en appliquer au Niger. En août 2023, elle est allée jusqu'à menacer d'intervenir militairement au Niger pour y rétablir l'ordre constitutionnel et libérer le président renversé Mohamed Bazoum, toujours séquestré.

Semaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle(ETFP)

Une course et une caravane pour annoncer la 3eme édition

Lomé, 11 fév. (ATOP) – La 3^e édition de la semaine de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (ETFP) se tiendra du 15 au 24 février 2024 dans les établissements et centres de formation de l'ETFP du Togo sous le thème : « Consolider le partenariat public-privé pour une main d'œuvre qualifiée et une meilleure employabilité des sortants ». En prélude à cette célébration, le ministère chargé de l'Enseignement technique et la formation professionnelle a organisé des activités sportives et une caravane le samedi 10 février à Lomé.

Ces activités sportives ont rassemblé 75 coureurs dont 9 femmes pour une distance de 6 kilomètres. Ils sont venus de trois établissements à savoir le collège communautaire de Lomé, les lycées d'enseignement techniques et de formations professionnelles de Lomé et d'Attigoum. La course a débuté à Atikoumé et a pris fin au Lycée d'ensei-

gnement technique et de formation professionnelle de Lomé. Pour la catégorie homme, c'est l'élève Nanewotor Richard qui a dominé ses camarades en arrivant le premier avec une performance de 20 minutes 30 secondes sur les 6 Km. Pour les femmes, c'est Mlle Segla Doris qui a été la première à arriver avec une performance de 32 minutes 16 secondes.

Les lauréats retenus seront primés avec d'autres lauréats inscrits à l'agenda de la célébration au cours de la soirée des lauréats le vendredi 23 février au Lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle de Lomé. Au programme de la célébration, il est prévu des journées portes ouvertes, des concours talents qui permettront aux jeunes apprenants de

faire valoir leurs talents. A l'issue de ce concours, 50 lauréats seront primés. Ceux-ci seront accompagnés dans la perfection de leurs œuvres pour permettre de faire valoir ce qu'ils savent faire.

La présidente du comité d'organisation, Mme Collette Adzonyoh a expliqué que le sport est l'une des activités inscrites à l'agenda de cette semaine. Le sport, dit-elle, est l'un des canaux pour véhiculer les informations. « A travers ces canaux, nous parlons de nos offres de formations et de tous les avantages pour aider le public à s'orienter vers les formations techniques et profession-

nelles, porteurs d'emplois et qui vont vers l'exercice de métiers. Le sport brise les barrières, il rassemble tout le monde c'est pour cela que nous avons choisi le sport parmi tant d'autres activités de l'agenda pour véhiculer ces différents messages ».

Les activités ont pris fin par une caravane. Les participants à bord des véhicules, ont sillonné les artères de la ville de Lomé pour véhiculer leurs messages. Partout où ils sont passés, le message a été le même. Ils ont sensibilisé le public à s'orienter vers les formations techniques et professionnelles, porteurs d'emplois.

Fête du pain

Charte des boulangers sans frontières, quels avantages pour les acteurs togolais ?

(Société Civile Médias) – Au-delà d'avoir permis au public d'aller à la découverte du savoir-faire des boulangers, la deuxième édition de la « Fête du pain », organisée les 8 et 9 février à Lomé par l'Association pour Action de Solidarité Togo (APAS-Togo), a été marquée par un événement important : la signature solennelle de la «Charte des boulangers sans frontières». En quoi ladite charte sera utile pour les boulangers togolais ?

Signée entre la France, le Togo, le Bénin et le Ghana, cette charte entend instaurer un partenariat gagnant-gagnant entre les boulangers de ces 4 pays.

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Fête du pain

Dans les détails, elle permettra à ces acteurs d'avoir des échanges culturels autour du pain, notamment en ce qui concerne sa fabrication et sera bénéfique aux boulangers togolais dans la mesure où elle établit un cadre pour pro-

mouvoir des pratiques durables, éthiques et responsables dans l'industrie de la boulangerie.

La «Charte des boulangers sans frontières», c'est aussi des opportunités de découverte et d'apprentissage à l'extérieur pour les boulangers togolais.

Animation par des groupes Folkloriques

Tout en saluant l'initiative qui, selon lui, permettra aux professionnels de partager leurs expériences, leurs savoir-faire et les bonnes pratiques avec la jeune

génération, Jérôme Frouté, Conseiller économique de l'Ambassade de France au Togo, estime qu'au-delà d'être notre alimentation quotidienne, le pain constitue un enjeu de sécurité alimentaire pour le Togo comme pour la France.

« Il s'agit d'un enjeu de souveraineté alimentaire, c'est aussi le symbole de notre identité alimentaire. Le pain, c'est la part du corps en tant qu'aliment mais aussi la part du cœur parce que le pain nous rend fier et nous

rassemble », a souligné M. Frouté, justifiant ainsi la présence de l'Ambassade de France au Togo à la rencontre.

Exposition et présentation des différentes variétés de pain au public

Promotrice du consommateur local depuis plus de 20 ans déjà, l'Organisation pour l'Alimentation et le Développement local (OADEL) apporte, depuis 2009, son appui aux boulangers togolais en vue de contribuer à réduire la dépendance au blé et promouvoir les matières premières locales pour une consommation saine du pain. C'est donc logiquement qu'elle a apporté son soutien à la deuxième édition de la Fête du pain.

« C'est un grand plaisir pour nous d'appuyer ce genre d'ini-

tiative qui permet aux boulangers de professionnaliser leurs activités et surtout de se renforcer encore sur la manière dont ils peuvent panifier la production du pain avec les farines locales. Partager les expériences permet toujours d'améliorer le savoir-faire », fait savoir Farida Alabani, chargé de communication à l'ONG OADEL.

A noter qu'outre la signature de la «Charte des boulangers sans frontières», l'acte 2 de la Fête du pain a été marqué par des expositions, dégustations, concours et ateliers de formation pour les enfants pour les initier à la boulangerie. Il a également permis de renforcer les capacités de 30 boulangers au cours d'un atelier de formation organisé le 8 février.

Culture

« Ne Lolo », le 1er album dédié de Dr Didier

Dr Didier a lancé samedi à Lomé son premier album intitulé « Ne Lolo (Tu es grand) ». Journaliste de profession et jeune pasteur par la grâce de Jésus-Christ, Didier Assogba à travers cet opus loue la grandeur de Dieu. L'album de 10 titres témoigne de l'existence réelle de Dieu dans la vie de l'auteur et concrétise son rêve.

« Ne Lolo » a été lancé devant un parterre de personnalités. Hommes de Dieu, chantres et journalistes ont honoré de leur présence à cet événement qui reste historique dans la vie du directeur de publication du site togolais d'information, Togo Breaking News. L'album véhicule un message de la grandeur et de la fidélité de Dieu.

Selon l'artiste, Dieu créateur des cieux et de la terre reste puissant. Il est le seul véritable Dieu que tout être doit servir et continuer à croire en sa puissance et en sa fidélité quelles que soient les situations de la vie.

L'album conte également une partie de la vie de l'artiste. Une vie parsemée de tribulations mais qui reste en

perpétuelle avancement grâce à la puissance de Dieu.

« Ma vie a été plus dramatique que ce que je chante. Si je me hasarde à la raconter de bout en bout, je parie que beaucoup de gens n'auront pas le courage d'écouter. Mais aujourd'hui je rends grâce à Dieu pour les merveilles qu'il continue de faire dans ma vie. Du coup, c'est un message de témoignage, de louange et d'adoration que je transmets à travers mes 10 chansons », a témoigné Dr Didier.

Dr Didier a déclaré son amour pour la musique gospel depuis le bas âge. En 2006, alors qu'il était lycéen,

il a été retenu parmi un groupe de meilleurs artistes dans le cadre de la célébration des 30 ans du lycée de Tabligbo.

Son single « Dzi Dodo » enregistré à LM studio, rentrait dans le fond du désespoir pour donner de l'espoir aux mélomanes. Le lancement de « Ne Lolo » confirme ce talent d'artiste chanteur qui sommeille en lui. « C'est une grande satisfaction d'avoir pu réaliser cette mission qui est de sortir ce premier album, lequel je crois, va être bénéfique pour le peuple de Dieu, le Togo et le monde entier » s'est réjoui, Dr Didier.

Le journaliste-chantre et pasteur rassure qu'il ne s'est pas lancé dans une aventure. Il se servira désormais de la musique pour conquérir des âmes pour le Seigneur Jésus-Christ.

« Déjà que nous sommes toujours en studio, il y a d'autres morceaux qui sont pratiquement prêts et qui peuvent être sortis à tout moment. Ça veut dire que chanter reste aujourd'hui une mission : celle de se servir de la musique pour évangéliser », s'est-il projeté.

Notons que certains morceaux de cet album sont bien connus du public togolais. Il s'agit de Ma Kafu Wo, Nye Mavo, Ne Lolo, Anyo Nam et Asafo Yehowa.

Le jeune homme s'est également illustré dans des œuvres humanitaires en assistant des élèves déshérités avec des kits scolaires.

